



Ordonnance rendue en vertu de l'article 69 de la
Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation

Numéro de dossier : LTB-L-008769-26

Dans l'affaire du: 510, 380 MURRAY ST, OTTAWA, ON,
K1N8W1R
Entre: Logement Communautaire D'Ottawa
et
Florent Ngoy Bwendelele

locateur

locataire

Logement Communautaire D'Ottawa (le « locateur ») a demandé une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion de Florent Ngoy Bwendelele (le « locataire ») parce qu'il n'a pas payé le loyer qu'il doit.

Le 23 mars 2026, les parties ont assisté à une audience tenue par vidéoconférence. Les parties ont choisi de participer à une séance de médiation facilitée par la Commission avec l'aide de l'agente de règlement des différends Felicia Puscalau.

L'agente du propriétaire, Debbie Dawson, a assisté à la séance de médiation avec le locataire.

Par suite de la médiation, les parties ont demandé à la Commission de rendre une ordonnance sur consentement. Je suis convaincue que les parties comprennent les conséquences de leur consentement.

Les parties ont convenu de ce qui suit :

- 1. Les parties conviennent que le loyer de la Locataire est déterminé selon un modèle de loyer indexé sur le revenu qui est ajusté en fonction du niveau de revenu de la Locataire. En conséquence, le montant du loyer que doit payer la Locataire peut changer périodiquement selon les fluctuations de son revenu. Les deux parties reconnaissent et acceptent que le montant du loyer exigible peut faire l'objet d'une révision et d'un ajustement conformément aux lignes directrices et aux calculs s'appliquant aux logements à loyer indexé sur le revenu.*

Avec le consentement des parties, la Commission ordonne ce qui suit :

1. Le locataire doit payer au locateur **1 796 \$** pour l'arriéré de loyer jusqu'au **31 mars 2026** et les droits de dépôt de la requête.
2. Le locataire doit payer au locateur la somme indiquée au paragraphe 1 selon le calendrier suivant :

SOMME EXIGIBLE	DATE LIMITE
100 \$	4 ^e jour de chaque mois pendant 17 mois, d'avril 2026 à août 2027
96 \$	Au plus tard le 4 ^e septembre 2027

3. Le locataire doit également payer au locateur, intégralement et à temps, le loyer qui devient exigible du **1^{er} avril 2026 au 1^{er} septembre 2027** ou jusqu'à ce que l'arriéré ait été entièrement remboursé, selon la première de ces éventualités.
4. Si le locataire n'effectue pas l'un des paiements conformément à la présente ordonnance, le solde impayé de tout arriéré de loyer et des droits que doit payer le locataire au locateur aux termes du paragraphe 1 de la présente ordonnance deviendra immédiatement dû et exigible, et le locateur pourra, aux termes de l'article 78 de la Loi et sans préavis au locataire, demander à la Commission, dans les 30 jours du défaut de paiement par le locataire, de rendre une ordonnance de résiliation de la location et d'expulsion du locataire et de paiement de tout nouvel arriéré, des frais pour chèque sans provision et des frais connexes devenus exigibles après le **31 mars 2026**.

27 mars 2026
Date de l'ordonnance

 Felicia Puscalau
 Agente d'audience, Commission de la location immobilière

15, rue Grosvenor, rez-de-chaussée
 Toronto ON M7A 2G6

Pour toute question au sujet de la présente ordonnance, composer le 416 645-8080 ou, sans frais, le 1 888 332-3234.